

L'Italie

Entre Nord, Sud et déséquilibre

(première partie)

Roberto Degrassi, Genève
Philosophe et théologien

Depuis la fin des années quatre-vingt, l'Italie a commencé à se transformer en un pays bâti sur un système politique de plus en plus démagogique, agressif et intolérant. L'autoritarisme s'est renforcé au fur et à mesure que le pays s'est éloigné de la légalité. A son début, ce processus s'est déroulé parallèlement à l'effondrement des régimes socialistes en Europe de l'Est, suivi en Italie par l'effacement du Parti démocrate-chrétien majoritaire, par la réforme du Parti communiste italien, ainsi que par la montée en puissance et l'entrée au gouvernement (de 1983 à 1987) des réformistes de B. Craxi, désormais débarrassés de leur origine socialiste. Entre 1992 et 1993, ces derniers ont été rayés de la scène politique suite au scandale sur le financement illégitime du parti, sanctionné par l'enquête judiciaire qui s'ensuivit. Le parti de l'actuel Premier ministre est issu justement de ce milieu, qu'il a constamment défendu.

Or, en regard de ces transformations et d'une telle situation, il faut considérer que, dans une démocratie, aucune société ne peut se considérer purement victime de ceux qui la gouvernent, sans reconnaître à la fois sa complicité avec les exécutifs qu'elle a votés. Autrement dit, en politique, aucune violence ni manipulation n'est possible sans le consentement d'une partie importante de la société concernée. On peut donc légitimement se demander comment tout cela a pu se passer dans un pays dont la tradition latine a contribué à forger très profondément les catégories culturelles et civiles spécifiques de l'Occident. D'autant plus qu'elles proviennent des institutions politiques et juridiques de la république romaine, ainsi que de l'histoire sociale et économique d'un des empires les plus vastes, les plus universels et les plus durables de l'histoire. Les Italiens eux-mêmes ne se souviennent pas suffisamment du fait que la république romaine a été gouvernée pendant quasiment cinq siècles par de véritables partis politiques ; ces partis représentaient les intérêts économiques des couches sociales aristocrates, bourgeoises et populaires, et le peuple était défendu surtout par les tribuns. Selon Elie Wiesel, ceux qui oublient leur histoire s'exposent au risque qu'elle recommence. Une question délicate surgit alors : les Italiens ont-ils si peu appris de l'expérience fasciste qu'ils se voient sur le point de la reproduire rapidement, dans une version à la fois post-moderne et régressive ?

Une unité boiteuse

Pour comprendre ces paradoxes et bien d'autres, on devrait considérer dans l'histoire de ce pays deux dimensions parallèles : l'une de l'ordre de l'ouverture culturelle et évolutive, l'autre de l'ordre de la division et de la séparation, susceptibles d'un renfermement régressif.

En effet, la tradition culturelle latine et ensuite italienne a exercé une certaine hégémonie littéraire, artistique et spirituelle en Europe pendant le Moyen Âge, la Renaissance et jusqu'à l'âge du Baroque, qui a été probablement la dernière création spécifiquement italienne par rapport à l'histoire de la culture européenne.

D'autre part, depuis la fin de l'Empire romain d'occident (476 après J.-C.) jusqu'à l'époque contemporaine et à l'unification nationale italienne (1861), une partie importante du territoire péninsulaire a été envahie et dominée politiquement par de nombreuses puissances étrangères : les Barbares, les Byzantins, les Arabes, les Normands, la monarchie française, et ensuite la monarchie espagnole au Sud et l'Empire d'Autriche au Nord, sans compter l'occupation nazie. Si les Italiens sont *un* peuple, c'est aussi parce qu'ils ont su métaboliser et élaborer les blessures invasives laissées par ces expériences, dont les touristes admirent les traces artistiques, alors que les cicatrices restent invisibles.

De plus, l'Etat de l'Eglise a divisé géographiquement et séparé politiquement le Nord et le Sud de la péninsule, de même que les aristocraties du Nord et du Centre ont contribué à fragmenter ultérieurement l'organisme politique italien. L'adage selon lequel l'Italie est un pays de villes et de régions est vrai, dans la mesure où les traditions historiques et culturelles de la Sicile, de la Toscane ou de la Lombardie existent depuis plus de deux mille ans, alors que la nation italienne et son unité politique existent seulement depuis cent quarante-neuf ans.

Parmi les Etats qui ont participé activement à la Deuxième Guerre mondiale, l'Allemagne et l'Italie sont les nations qui, malgré leur épaisseur culturelle, ont réalisé en dernier leur unité politique, l'unité allemande datant du 1870. Ce n'est pas un hasard si ces nations sont celles qui portent la responsabilité la plus lourde dans l'explosion du conflit en Europe, même si Mussolini n'a accepté que tardivement de suivre les projets d'Hitler étant conscient de l'impréparation absolue de l'Italie sur le plan économique et militaire.

Si l'Allemagne a exprimé son immaturité politique et ses pulsions destructrices à partir des années '30, l'immaturité conflictuelle et destructrice d'une partie importante de la société italienne, surtout sur le plan politique, s'enracine dans l'histoire politique, culturelle et traumatique - pour ainsi dire - qu'on vient d'esquisser. C'est l'histoire d'une civilisation rendue riche et profonde par des éléments différents, souvent contradictoires et parfois quasiment schizophrènes : par une antiquité qui est devenue souvent vieillesse et fatigue, par une hégémonie culturelle passée qui s'est « retournée » en complexe d'infériorité, ainsi que par une immaturité politique et par une soumission sociale qui sont loin d'être dépassées.

L'Eglise catholique a contribué, en bien et en mal, à constituer ce qu'on appelle l'« identité culturelle » et la consistance spirituelle de l'Europe et de l'Italie, par son élaboration théologique des catégories grecques et romaines, à savoir par l'interprétation chrétienne des catégories païennes, ainsi que par son soutien (conditionnel, bien entendu) aux arts et à la musique. Toutefois, l'existence et la présence politique de l'Etat de l'Eglise, son autorité morale et ses prétentions théocratiques ont séparé le corps politique de l'Italie en deux parties, isolées l'une de l'autre et peu capables de communiquer, au point que les historiens et philosophes italiens (Villari, Croce, Salvemini et Gramsci) ont théorisé et posé la « question méridionale », à laquelle la politique et les politiciens n'ont jamais su (ou voulu) vraiment répondre, et qui demeure donc irrésolue.

De plus, l'Eglise a pesé aussi dans l'opposition entre les philosophes qui l'ont considérée comme le guide moral naturel de la nation naissante, et les intellectuels laïques, qui l'ont considérée comme un obstacle à l'unité nationale. En renversant littéralement les thèses et l'expérience de la révolution française, A. Rosmini (1797-1855) pensait que seule l'Eglise pouvait protéger et garantir les individus face à la tyrannie de l'Etat. Dans ce sillage, V. Gioberti (1801-1852) soutenait en 1848 que l'Italie et l'Eglise étaient porteuses d'un christianisme rationaliste, libéral et donc

civilisateur, et qu'elles devraient le représenter moralement et politiquement au sein de l'Europe. Déjà en 1851, ce philosophe s'était rendu compte de l'irréalité de cette idéalisation, qui le portait à préconiser un Etat guidé par l'Eglise, alors que Dante avait démontré à la fin du Moyen Âge la nécessité de séparer la politique du pouvoir religieux, ainsi que les conséquences négatives de la théocratie. Par contre, l'intellectuel laïque milanais C. Cattaneo (1801-1869) affirmait résolument que l'unité et la liberté de la nation italienne auraient été possibles seulement dans un Etat fédéral comme la Suisse. Ainsi, l'Europe n'aurait connu durablement la paix que lorsqu'elle aurait réalisé son unité fédérale, qu'il appelait de manière évidemment allusive les « Etats-Unis d'Europe ».

Nordique et méditerranée

Pour comprendre la coexistence de mentalités si différentes, ainsi que les problèmes et les ressources de la nation italienne, il est indispensable de réfléchir sur la différence spécifique entre sa dimension nordique et méditerranéenne ; par ailleurs, cette confrontation pourrait se révéler significative pour la compréhension des relations entre l'Europe continentale et les pays de la Méditerranée.

Les civilisations latine et italienne ont toujours été traversées par une complexité quasiment constitutive et par une certaine ambiguïté. Par exemple, l'Ombrie et la Toscane n'ont pas été seulement un berceau de la peinture, de la littérature et de la spiritualité chrétiennes occidentales (pensons à François d'Assise, Giotto, Dante, etc.). Galilée, né à Pise en 1564 et professeur à l'Université de Padoue, a été le père de la révolution scientifique, c'est-à-dire de la méthode expérimentale, de la physique mathématique, et donc indirectement de la révolution industrielle et technologique en Occident. A cause de l'incompatibilité de ses thèses avec le sens littéral de la Bible, l'Eglise l'a soumis en 1633 à un procès, qui a fait le sujet du drame de Brecht intitulé *Vie de Galilée*.

L'Italie du Nord a traversé l'époque des Lumières et le Romantisme, qui ont inspiré et nourri sa lutte pour la libération de l'occupation étrangère et l'unification politique de la nation ; ce processus est appelé de manière évocatrice *Risorgimento*, du verbe « ressurgir ». On raconte que, après la proclamation de l'unité en 1861, le roi Victor Emmanuel II a affirmé que, l'Italie étant faite, il était maintenant question de « faire les Italiens ». C'était indéniablement la partie la plus difficile de la tâche, et les élites seront bientôt forcées d'en prendre conscience.

Après l'unité, l'Italie du Nord a continué à se développer comme une société civile et industrielle bourgeoise, c'est-à-dire à la fois rationaliste et capitaliste, individualiste et utilitariste. Tout comme l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, elle a souvent utilisé comme main-d'œuvre dans ses industries les travailleurs du Sud du pays.

Catholicisme - marxisme

Quoique gouvernée par le Parti démocrate-chrétien (DC) de manière quasiment ininterrompue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années '80, la société italienne a donné naissance aussi au Parti communiste le plus puissant et intelligent d'Europe, selon Georges Haldas. Le PCI a été nourri par une sorte de marxisme culturel, inspiré par l'idéalisme dialectique de Hegel et de Gramsci plutôt que par la rigidité totalitaire de la lutte de classe et du matérialisme économique soviétique, qui a essayé en vain de vaincre le capitalisme sur son terrain. Guidé par E. Berlinguer (1922-1984) de 1972 à 1984, le PCI s'est enraciné dans les masses ouvrières du Nord et du Centre du pays, a été enrichi par les apports des élites culturelles et a œuvré en faveur de l'émancipation des femmes. De

plus, son ouverture au monde industriel, à la DC et aux composantes chrétiennes progressistes de la société lui a valu le soutien d'une partie non négligeable du milieu économique (Pirelli notamment), ainsi que de ceux qui seront appelés les « catho-communistes ». Un exemple de la coexistence complexe des éléments catholique et marxiste est représenté par la personnalité et l'œuvre de Pasolini, qui a été assassiné en 1975 dans des circonstances obscures lorsqu'il travaillait au roman *Pétrole*. Cet ouvrage était consacré à la vie d'E. Mattei, fondateur de l'ENI, le géant étatique de l'énergie, qui était à son tour un catholique antifasciste, mort en 1962 dans un crash d'avion peu accidentel.

A partir de 1969, Berlinguer a pris une distance nette et très critique par rapport au stalinisme et au régime soviétique (ce n'était pas du tout le cas de son prédécesseur P. Togliatti). Il a été le premier dirigeant communiste occidental à préconiser la nécessité pour son pays de rester dans l'OTAN, afin de garantir la démocratie en Italie et en Europe. Son « programme eurocommuniste » ne lui a pas valu seulement la méfiance profonde des dirigeants soviétiques, mais aussi et surtout des américains. Ces derniers ne cachaient pas d'être très inquiétés par la perspective d'un gouvernement de coalition entre les démocrates-chrétiens et les communistes, étant donné que le PCI risquait de devenir le premier parti italien.

L'Italie était à l'époque la septième puissance économique, et la présence des communistes au gouvernement aurait représenté l'existence en Occident d'une « troisième voie » libérale, socialiste et démocratique, et donc la possibilité d'une alternative - non seulement en Europe - au stalinisme totalitaire et à la dépendance politique du capitalisme américain.

Ce processus politique a été bloqué brutalement le 16 mars 1978 par l'enlèvement du Premier ministre A. Moro, représentant des démocrates-chrétiens de gauche, pendant qu'il allait présenter le nouveau gouvernement, censé préparer l'entrée du PCI dans l'exécutif. Ce qui est apparemment très paradoxal est que cet enlèvement, et ensuite l'assassinat de Moro, ont été perpétrés par les Brigades Rouges, les terroristes qui se prétendaient « de gauche » et que Berlinguer avait toujours condamnés. Par la suite, les communistes ont été exclus du gouvernement et repoussés dans l'opposition par G. Andreotti, leader de la composante conservatrice de la DC. Berlinguer est décédé en 1984.

En 1983, les réformistes de B. Craxi sont entrés au gouvernement (ils y resteront jusqu'en 1987), favorisant la montée en puissance de S. Berlusconi dans l'économie et surtout dans les télévisions. Ce dernier a toujours soutenu l'ami et ancien Premier ministre Craxi, qui a pris la fuite en 1994 suite aux nombreuses accusations de corruption, afin d'éviter d'être arrêté et condamné. A l'époque, l'opinion publique et la classe politique ont fait preuve d'une grande indignation à ce sujet. Et pourtant son héritier Berlusconi, dont le premier gouvernement date justement de 1994, semble avoir enlevé cette capacité et dignité à une partie importante de la société italienne, et l'avoir déviée dans le sens du mépris des juges, de la justice et de toute forme de règle.

R. D.